



Revue des activités dans les Etats membres

28 janvier – 4 février 2019

TABLE DES MATIERES

BELGIQUE	3
□ Question parlementaire orale de M. Denis adressée à M. di Antonio, Ministre, sur les « relations tendues entre Monsieur le Ministre et l'unité bien-être animal (UBEA)	3
Oral parliamentary question from MP Denis addressed to Minister di Antonio on the "tense relations between the Minister and the unit on animal welfare (UBEA)	3
□ Brochure sur le Code wallon du bien-être animal	5
Leaflet on the Walloon Code for Animal welfare.....	5
ESPAGNE	5
□ 5 aliments interdits à connaître	5
Five banned foods you should know about	5
FRANCE	6
□ Rapport d'information mentionnant un projet d'alternative au gavage	6
Information report mentioning an alternative project to force-feeding	6
□ La position française sur la négociation de la PAC après 2020	6
The French position on negotiation of post-2020 CAP	6
□ ICE pour une nouvelle ère sans cage : point d'étape	7
ECI for a new era without cages: state of play	7
□ Grippe aviaire : après deux années critiques, la filière canard a redémarré	9
Avian flu: after two critical years, the duck industry has restarted	9
□ Labeyrie Fine Foods accélère le virage de la transition alimentaire	9
Labeyrie Fine Foods accelerates its food transition	9
□ Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité : bonne ou mauvaise idée ?	9
Remove VAT on basic necessities: good or bad idea?	9
□ «Lundi vert» sans viande? Pour notre santé et la planète, mangeons plutôt varié, local et de qualité.....	10
"Green Monday" without meat? For our health and the planet, let's eat varied, local and quality.....	10
□ Le premier événement 2019 de CAP réunit plusieurs députés	13
First 2019 event of NGO CAP gathers several MPs	13
□ Le marché végétarien et vegan en nette hausse.....	13
The vegetarian and vegan market in good progress	13
□ PAUL ARIÈS « ÊTRE ANTI-VEGAN, C'EST DÉFENDRE L'UNITÉ DU GENRE HUMAIN »	14
Paul Ariès: "To be anti-vegan, it's to defend the unity of mankind"	14

<input type="checkbox"/>	<i>Consommation de viande : mise au point des ONG de l'environnement pour sauver l'élevage durable français</i>	16
	<i>Meat consumption: clarification from the environmental NGOs to save the French sustainable livestock farming</i>	16
<input type="checkbox"/>	<i>D'une guerre sans trêve</i>	18
	<i>A war without a break</i>	18
ITALIE		19
<input type="checkbox"/>	<i>Foie Gras: Goût Gourmand, Torture Amère</i>	19
	<i>Foie Gras: Gourmand taste, Bitter Torture</i>	19
ROYAUME-UNI		19
<input type="checkbox"/>	<i>Réponse à la question écrite sur l'interdiction des importations de foie gras</i>	19
	<i>Answer to a written question – Foie gras imports ban</i>	19
<input type="checkbox"/>	<i>L'industrie du foie gras s'en prend à la campagne pour la fin des cages</i>	20
	<i>Foie Gras Industry Group Takes Aim at #EndTheCageAge Campaign</i>	20
<input type="checkbox"/>	<i>Campagne Twitter mondiale (26/02)</i>	21
	<i>Worldwide #banfoiegras event (26/02)</i>	21
INTERNATIONAL		21
<input type="checkbox"/>	<i>New York : Un projet de loi vise à interdire le foie gras pour cruauté envers les animaux</i> 21	
	<i>City bill would ban foie gras in New York for animal cruelty</i>	21
<input type="checkbox"/>	<i>Jeannette Younes. Des maths à la ferme</i>	21
	<i>Jeannette Younes. From mathematics to farm</i>	21

BELGIQUE

- **Question parlementaire orale de M. Denis adressée à M. di Antonio, Ministre, sur les « relations tendues entre Monsieur le Ministre et l'unité bien-être animal (UBEA) »**

Oral parliamentary question from MP Denis addressed to Minister di Antonio on the “tense relations between the Minister and the unit on animal welfare (UBEA)”

Source: Parlement wallon

QUESTION ORALE DE M. DENIS À M. DI ANTONIO, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA MOBILITÉ, DES TRANSPORTS, DU BIEN-ÊTRE ANIMAL ET DES ZONINGS, SUR « LES RELATIONS TENDUES ENTRE MONSIEUR LE MINISTRE ET L'UNITÉ DU BIEN-ÊTRE ANIMAL (UBEA) » Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Denis, sur « les relations tendues entre Monsieur le Ministre et l'Unité du bien-être animal (UBEA) » à M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings. La parole est à M. Denis pour poser sa question. M. Denis (PS). - Monsieur le Ministre, je pense que c'est un euphémisme de dire que ces relations sont tendues, car, que ce soit sous seing privé ou par voie de presse, de nombreux témoignages attestent de la dégradation de ces relations. Les causes de ces relations tendues seraient, d'une part, l'absence de confiance entre vous-même, Monsieur le Ministre, et vos services. Vous préféreriez vous appuyer sur le privé que sur l'UBEA. D'autre part, une forme de « placardisation » des agents de l'UBEA est dénoncée. GAIA, dans un tweet du 17 janvier 2019, relayait les propos de l'hebdomadaire Le Vif/L'Express sur cette placardisation. Le Conseil régional francophone de l'Ordre des médecins vétérinaires vous a également adressé une lettre ouverte en vous implorant de rétablir des rapports cordiaux avec les vétérinaires de l'UBEA, s'en remettant à leur expertise et à leur éthique pour gérer des cas, parfois délicats, de maltraitance animale. Afin de rassurer ceux qui pensent que vous allez privatiser les missions de contrôle en matière de bien-être animal, il est plus que temps de normaliser vos relations avec vos services, Monsieur le Ministre. Dès lors, pouvez-vous nous faire le point sur la situation ? Quels sont les moyens dont dispose l'Unité du bien-être animal ? Quelles sont, aujourd'hui, les missions que vous lui assignez ? Entendez-vous les modifier ? Comment normaliser ces relations et faire de l'UBEA le bras armé de la Wallonie en matière de respect du bien-être animal dans toutes ses formes ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Di Antonio. M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings. - Monsieur le Député, nous avons déjà abordé ce sujet à plusieurs reprises. Beaucoup de choses ont déjà été dites. Ce que je peux déplorer aujourd'hui, c'est que certains continuent à alimenter ce feuilleton alors que

l'essentiel est ailleurs : nous devons tous travailler pour améliorer le bien-être animal et pour lutter contre les actes de maltraitance et de négligence. Chaque acteur a son importance et son rôle à mener de manière complémentaire aux autres. Mme Ryckmans, qui n'est pas ici, le rappelait dans sa question, j'ai créé l'Unité du bien-être animal, je ne suis donc pas suspect à leur égard. J'ai d'ailleurs été très clair vis-à-vis des refuges en indiquant qu'il n'était pas envisageable de destituer cette unité ; les refuges l'ont bien compris. Monsieur Denis, dans ce contexte, je tiens à rappeler que je n'ai jamais eu l'intention de privatiser les compétences exercées par l'UBEA. Nous avons déjà abordé ici les questions relatives à l'article D.104, § 2, du code. À nouveau, l'objectif poursuivi est de charger une personne morale de droit public ou constitué à l'initiative de l'autorité publique – ce n'est donc pas le privé – pour des missions de support. La finalité est d'épauler et renforcer le fonctionnement de l'UBEA. Je l'ai déjà indiqué ici et mon cabinet l'a déjà rappelé aux agents de l'UBEA. Certains voient aussi dans la possibilité donnée aux bourgmestres de pouvoir ordonner des saisies administratives d'animaux une forme de désaveu pour les agents de l'UBEA. C'est complètement faux. D'une part, les pouvoirs locaux disposaient de cette compétence avant la régionalisation. La volonté était ainsi de rendre cette compétence au niveau local. D'autre part, la compétence des bourgmestres est complémentaire à celle de l'UBEA. L'UBEA dispose toujours des mêmes prérogatives en matière de saisie administrative. Cette prérogative des bourgmestres vise à répondre à certaines urgences qui ne pourraient être traitées avec la diligence nécessaire par l'UBEA. Ce mercredi 23 janvier, j'ai par ailleurs invité tous les échevins en charge du Bien-être animal à une réunion d'information à Jambes. L'UBEA ainsi que différents représentants de refuges étaient présents et ont pu prendre la parole. J'ai longuement plaidé pour que chacun - les communes, bourgmestres et échevins, l'UBEA et les refuges - joue pleinement son rôle dans le cadre d'un réseau. Tous ces acteurs ont des plus-values à offrir au bien-être animal et surtout des missions complémentaires. Ce message s'adressait aux échevins présents, mais aussi à l'UBEA et aux refuges. D'ailleurs, dans les interventions de l'UBEA et des refuges, j'ai pu noter des convergences importantes. Leur finalité est la même avec des outils complémentaires. L'UBEA et les refuges sont sur la même longueur d'onde, il faut qu'ils puissent s'en rendre compte. Il est à mon sens important de continuer à travailler au développement de ce réseau et à faire comprendre à chacun, UBEA et refuges en tête, qu'ils sont indispensables à la politique en matière de bien-être animal. Mme la Présidente.

La parole est à M. Denis. M. Denis (PS). - Je prends note que vous déplorez le climat assez délétère qui vous unit à votre administration. Toutefois, dans les articles dont j'ai pu prendre connaissance, le journaliste parle de maladresse ou de sabotage. Le Gouvernement wallon a abrogé l'article de loi qui régissait les compétences de l'unité du bien-être animal et aurait oublié d'inscrire ces compétences dans le nouveau Code du bien-être animal. Vous avez cherché à rattraper un peu la mayonnaise en proposant un nouvel arrêté dans deux ou trois semaines, de manière à ce que ces compétences soient rétablies et entrent en application. Vous en avez dans votre administration, mais excusez-moi de vous rappeler qu'en mettant en place des procédures qui permettent aux bourgmestres et aux polices locales de contourner les contrôles officiels, votre administration

s'estime désavouée par son ministre. Je me suis aussi fait fort d'entendre les récriminations, plutôt les plaintes, des vétérinaires qui sont amenés à intervenir dans le cadre du bien-être animal. Ils demandent que les rapports soient reconsidérés en vue qu'il y ait véritablement application d'une justice qui est dans leur chef nécessaire au bon fonctionnement de notre société. Ce sont des critiques très lourdes qui doivent être entendues. J'entends que vous déplorez ce climat, j'entends que vous allez mettre en œuvre un certain nombre de mesures pour qu'ils s'améliorent. Nous verrons dans les prochaines semaines ce qu'il en est.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Di Antonio. M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings. - Ce que vous dites, c'est un peu comme si, aujourd'hui, un agent régional du DPC chargé de constater des infractions environnementales en matière de propreté publique regrettrait qu'au niveau local un agent constatateur soit aussi en mesure de constater une infraction environnementale. Cela n'a évidemment aucun sens. On travaille tous ensemble et l'on n'est pas trop nombreux, avec les agents communaux et régionaux, pour constater les infractions en matière de bien-être animal. C'est une susceptibilité mal placée.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Denis. M. Denis (PS). - J'entends ce que vous dites, mais je remarque que l'administration s'estime flouée dans ses missions et dans ses compétences par les mesures que vous prenez. Je ne me fais jamais que le relais de ce que ces gens ont dit dans la presse et vous ont adressé par courrier.

Lien vers le compte-rendu :

http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2018_2019/CRAC/crac68.pdf

- **Brochure sur le Code wallon du bien-être animal**

Leaflet on the Walloon Code for Animal welfare

Source: Ministère du bien-être animal

Lien vers le document :

<http://bienetreanimal.wallonie.be/news/brochure-de-vulgarisation-du-code-wallon-du-bien-etre-animal>

ESPAGNE

- **5 aliments interdits à connaître**

Five banned foods you should know about

Source: *La Voz de Galicia*

Aliment n°4 : **le foie gras**. À l'heure actuelle, 15 pays ont interdit le gavage, notamment l'Allemagne, la Finlande, Israël, l'Italie, le Royaume-Uni, la Turquie et la Suède. Cependant, l'Espagne est l'un des cinq pays d'Europe à continuer de

produire du foie gras, aux côtés de la France, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Belgique.

Lien vers l'article :

<https://www.lavozdegalicia.es/noticia/gastronomia/mas-actualidad/2019/01/31/alimentos-prohibidos-mundo/00031548950016022441207.htm>

FRANCE

- **Rapport d'information mentionnant un projet d'alternative au gavage**
Information report mentioning an alternative project to force-feeding
Source : Assemblée nationale

Le rapport d'information en conclusion des travaux de la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur les outils publics encourageant l'investissement privé dans la transition écologique mentionne le projet Aviwell parmi les projets de financement participatif labellisés FPCV (« Financement participatif de la croissance verte ») au 1er septembre 2018. Le projet Aviwell a pour but d'obtenir des foies gras d'oie sans gavage (p.181).

Lien vers le rapport d'information :

http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/mission_evaluation_controle

- **La position française sur la négociation de la PAC après 2020**
The French position on negotiation of post-2020 CAP
Source : Ministère de l'Agriculture

Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Didier Guillaume, a engagé à l'automne 2018 un premier cycle de consultation sur la future PAC avec l'ensemble des partenaires et des parties prenantes nationales. À l'issue de cette consultation et sur la base de ces échanges, la France s'est dotée d'une note de position générale sur la négociation de la PAC post 2020.

La France y réaffirme notamment son attachement à une PAC forte, au service d'une Europe forte et protectrice, permettant d'accompagner les agriculteurs dans leur transition et de répondre aux attentes des citoyens et consommateurs européens. Elle s'articule autour de 6 grands axes déclinant pour chacun les objectifs et les moyens à mettre en œuvre :

- une PAC commune et forte au service d'une Europe forte ;
- une PAC qui accompagne la transformation des filières agricoles et alimentaires ;
- une PAC qui porte une ambition environnementale en donnant au secteur agricole les moyens de réaliser sa transition agro-écologique ;

- une PAC qui protège contre les risques climatiques, sanitaires et économiques ;
- une PAC qui assure le renouvellement des générations, la vitalité des zones rurales et protège les territoires les plus fragiles et les plus éloignés ;
- une PAC plus simple et plus compréhensible pour les agriculteurs et les citoyens.

Cette position française sera appelée à s'enrichir au fur et à mesure des échanges avec les partenaires et les parties prenantes nationales, ainsi qu'au fil des travaux du Conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne.

Mais cette note de position constitue d'ores-et-déjà le socle des positions françaises qui sont et seront portées auprès des autres Etats membres et des institutions européennes dans les négociations à venir.

Lien vers la publication et la note de position :

<https://agriculture.gouv.fr/la-position-francaise-sur-la-negociation-de-la-politique-agricole-commune-apres-2020>

- **ICE pour une nouvelle ère sans cage : point d'étape**

ECI for a new era without cages: state of play

Source: Fondation Droit animal

*Le 25 septembre dernier, l'ONG Compassion In World Farming (CIWF), soutenue par plus de 150 organisations européennes dont la LFDA, lançait la première **initiative citoyenne européenne** (ICE) pour mettre un terme à l'élevage en cage des animaux de ferme. Quatre mois plus tard, cette pétition a dépassé les 350 000 signatures mais est encore loin de son objectif de 1 million !*

En Europe, **près de 370 millions d'animaux passent toute ou partie de leur vie emprisonnés dans des cages** où leurs mouvements sont limités et l'expression de certains comportements naturels impossible. En France, ces conditions de confinement concernent de nombreuses espèces : les truies lors de la mise-bas et de l'allaitement, les poules, les lapins, les cailles et les oies et les canards lorsqu'ils sont gavés pour produire du foie gras.

Pour tenter de mettre fin aux conditions de vie déplorables de ces animaux, CIWF a lancé une initiative citoyenne européenne. Outil de démocratie participative prévu par l'Union européenne, l'ICE est une pétition officielle organisée par 7 citoyens européens provenant de 7 pays européens différents. Si cette pétition obtient **un million de signatures** de citoyens provenant d'au moins 7 États membres sur une période d'un an, alors la Commission européenne devra l'examiner, rencontrer les organisateurs et se positionner officiellement sur le sujet.

UNE CAMPAGNE EUROPÉENNE

La campagne a débuté au Parlement européen à Bruxelles le 25 septembre dernier. Le 10 octobre 2018, pour marquer le lancement de l'ICE sur le territoire national, CIWF France a organisé un événement Place de la République à Paris, auquel étaient conviées toutes les organisations françaises partenaires. Des personnalités politiques, médiatiques et des citoyens sont venues soutenir l'initiative. Pour l'occasion, certains se sont symboliquement « mis en cage ».

Chez nos voisins européens aussi, de nombreuses mobilisations ont eu lieu, notamment dans les grandes villes mais également sur les réseaux sociaux via le hashtag [#EndTheCageAge](#).

OÙ EN EST-ON QUATRE MOIS APRÈS LE LANCEMENT ?

À ce jour, la pétition a recueilli près de **360 000 signatures** soit 24% de l'objectif fixé par CIWF de 1,5 million de signatures (pour anticiper un certain nombre de signatures invalides). En France, nous devons récolter un minimum de 55 000 signatures. Nous en sommes à 28 000. Il nous reste 8 mois pour redoubler d'effort et atteindre notre objectif.

Dans les prochains mois, des actions seront mises en place pour inciter le public à signer. Parmi ces actions, une grande **semaine de mobilisation européenne** est prévue en mai, avec divers événements et activités. Nous vous tiendrons informés sur les événements prévus en France.

REJOINDRE LE MOUVEMENT

Ensemble, nous avons l'opportunité de mettre fin à l'élevage en cage. Pour cela, il faut signer cette ICE :

sur [la plateforme en ligne](#) ;

en remplissant un formulaire papier : vous pouvez [le télécharger ici](#) ou nous demander de vous l'envoyer en [nous contactant](#) par email, téléphone ou courrier postal. Une fois complété, le formulaire est à renvoyer au siège de l'association CIWF France (13 rue de Paradis, 75010 PARIS). Les formulaires seront conservés dans une armoire sécurisée, puis transmis à la Commission européenne avant d'être détruits dans un délai de 6 mois ;

Vous pouvez ensuite vous mobiliser en en parlant autour de vous ou sur les réseaux sociaux via le hashtag [#EndTheCageAge](#), ou en collectant des signatures en version papier ([téléchargez le formulaire](#) pour faire signer votre entourage).

Lors de la signature de la pétition, **il est demandé d'inscrire son numéro de passeport ou de carte d'identité**. Cela permettra à la Commission européenne de vérifier que vous êtes bien un citoyen européen. **Seule la Commission aura accès à ces données** au moment de valider les signatures, puis elles seront détruites. **Elles ne seront en aucun cas divulguées ou utilisées.**

ET ENSUITE ?

Fin septembre 2019, l'ICE devra avoir atteint un million de signatures.

Entre septembre et décembre 2019, la Commission européenne procédera à la validation des signatures. Ensuite, elle rencontrera les organisateurs afin de leur permettre d'exposer en détails les questions soulevées.

En mars 2020, les organisateurs auront la possibilité de présenter le projet au Parlement européen lors d'une audition publique. Puis, la Commission adoptera une réponse officielle dans laquelle elle présentera la ou les actions qu'elle propose en réponse à l'initiative, ainsi que les raisons motivant l'adoption ou non d'une action.

Cette pétition est une opportunité unique d'améliorer les conditions de vie de millions d'animaux d'élevage.

Lien vers l'article :

<http://www.fondation-droit-animal.org/ice-nouvelle-ere-sans-cage-point-etape/>

- **Grippe aviaire : après deux années critiques, la filière canard a redémarré**

Avian flu: after two critical years, the duck industry has restarted

Source : La Dépêche

Les épisodes de grippe aviaire en 2016 et 2017 ont lourdement touché les élevages de canards et d'oies du Sud-Ouest, ainsi que les entreprises de transformation. Pour enrayer la contamination, de gros efforts ont été mis en place à tous les maillons de la chaîne de production, de l'accoupage à l'abattage, en passant par l'élevage, le transport, le gavage

Lien vers l'article:

<https://www.ladepeche.fr/2019/02/01/grippe-aviaire-apres-deux-annees-critiques-la-filiere-canard-a-redemarre,7988251.php>

- **Labeyrie Fine Foods accélère le virage de la transition alimentaire**

Labeyrie Fine Foods accelerates its food transition

Source : LSA – Commerce et Consommation

En 2019, ces marques entendent poursuivre leurs efforts en matière de développement d'une offre bio et clean label.

De quoi répondre aux attentes des distributeurs dans un nouveau contexte réglementaire. Les ordonnances de la loi Alimentation limitent depuis le 1er janvier 2019 à 34% en valeur les promotions sur les produits alimentaires, les marques de la division Premium & Trendy Foods doivent en effet gagner la préférence des consommateurs autrement que par la promo. Une gageure lorsqu'on sait que près de 80% des volumes du foie gras sont vendus sous promo.

Labeyrie revendique une part de marché en valeur de 21,2 % sur le foie gras, soit la place de numéro un sur ce marché pour l'année 2018.

Lien vers l'article:

<https://www.lsa-conso.fr/labeyrie-fine-foods-accelere-le-virage-de-la-transition-alimentaire,309516>

- **Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité : bonne ou mauvaise idée ?**

Remove VAT on basic necessities: good or bad idea?

Source: BFMTV

La suppression de la TVA à 5,5% sur les produits de première nécessité est l'une des revendications principales des gilets jaunes.

Interrogé mercredi sur France Inter, le Premier ministre Édouard Philippe ne s'est pas opposé à cette mesure. Le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, s'est quant à lui dit "plutôt favorable" à l'idée. Reste que sa mise en œuvre pourrait s'avérer complexe. Et son effet positif sur le pouvoir d'achat loin d'être garanti.

Autre problème : qu'entend-on par "produits de première nécessité"? Actuellement, ce terme n'a aucune définition précise. **En tant que biens alimentaires, les pâtes comme le foie gras sont taxés à 5,5% et donc considérés comme produits de première nécessité.** Si la TVA à taux zéro était mise en place, la liste des produits concernés mériterait probablement d'être revue et corrigée.

Lien vers l'article :

<https://www.bfmtv.com/economie/supprimer-la-tva-sur-les-produits-de-premiere-necessite-bonne-ou-mauvaise-idee-1624571.html>

Voir aussi :

<https://www.europe1.fr/economie/tva-a-0-sur-les-produits-de-premiere-necessite-est-ce-faisable-3847949>

- **«Lundi vert» sans viande? Pour notre santé et la planète, mangeons plutôt varié, local et de qualité**

“Green Monday” without meat? For our health and the planet, let’s eat varied, local and quality

Source : L’Opinion

Le député Jean-Baptiste Moreau, les chefs étoilés Michel Sarran et Michel Roth, les actrices Mathilde Seigner et Cécile de France, le boucher vedette Hugo Desnoyers, le critique Périco Légasse, des économistes, chercheurs, professionnels de la gastronomie... Une vingtaine de personnalités s’engagent en faveur de la filière viande française.

Sauver la planète en se privant de viande et de poisson chaque lundi. C’est l’appel pour un « lundi vert » lancé par 500 personnalités dans une tribune du Monde qui jette en pâture notre modèle d’élevage français d’agriculture familiale, en le réduisant à un système intensif, mauvais pour notre santé, cruel pour nos animaux et destructeur de notre environnement.

Pourquoi soutenir une vision si négative de notre agriculture alors que la France vient d’être reconnue par l’Index de durabilité des systèmes alimentaires comme le pays doté du système le plus durable au monde ? Eleveurs, paysans, producteurs, citoyens consommateurs, nous valons mieux que ça ! Cessons de raconter des salades sur notre agriculture et rétablissons la vérité.

La viande ne serait pas indispensable à notre équilibre alimentaire et serait une cause directe de cancer : faux !

La surface moyenne des exploitations agricoles françaises est de 61 ha, seules 4 % font plus de 200 ha alors qu’aux Etats-Unis, plus de 50 % d’entre elles dépassent 155 ha. Il faut alors parler de fermes usines mais cela ne concerne pas notre pays. L’image donnée d’un éleveur incompatible avec le bien-être animal est contraire à la réalité. Par amour de leurs bêtes, nos éleveurs sont chaque jour plus

nombreux à travailler en bonne intelligence avec les associations défendant le bien-être animal.

C'est notre consommation de viande importée que nous devons réduire, pas notre consommation de viande locale. Arrêtons de manger de la viande produite à l'autre bout du monde selon des normes sanitaires et de bien-être animal infiniment moins contraignantes que celles en vigueur dans l'Union européenne.

«La France importe 95 % de ses besoins en soja. Or celui-ci est produit sur des centaines de milliers d'hectares au Brésil, provoquant une déforestation massive. Cessons d'abord de manger des steaks végétaux et d'importer du soja OGM pour nourrir nos animaux. Développons une vraie filière européenne de production de protéines végétales»

La production de viande serait l'une des activités humaines ayant les conséquences les plus néfastes pour l'environnement : faux !

L'élevage est certes une source certaine d'émissions de gaz à effet de serre mais c'est en même temps un facteur efficace de limitation du réchauffement climatique. Ainsi, en France, l'herbe des prairies constitue le principal aliment des bovins. Or ces pâturages retiennent le carbone dans la terre, limitent l'érosion des sols et protègent la biodiversité, compensant ainsi les émissions de l'élevage.

Ne s'alimenter qu'avec des végétaux serait plus favorable pour la planète que de s'alimenter de viande animale : faux !

Sur la totalité des gaz à effet de serre émis par l'agriculture, 47,5 % sont imputables à l'élevage et 39,6 % aux cultures végétales. Ne nous trompons pas de débat. N'étant pas encore autonome dans la production de cultures végétales, la France est contrainte d'importer près de 95 % de nos besoins en soja. Or celui-ci est produit de façon intensive sur des centaines de milliers d'hectares au Brésil, provoquant une déforestation massive.

Blamer notre filière familiale d'élevage à la française ne sauvera jamais la planète. Cessons tout d'abord de manger des steaks végétaux et d'importer du soja OGM pour nourrir nos animaux. Développons une vraie filière européenne de production de protéines végétales pour réduire notre dépendance à l'importation.

Encourageons les agriculteurs à poursuivre leurs efforts pour produire des énergies renouvelables locales ! L'installation d'un méthaniseur sur une ferme de 150 vaches laitières permet, en effet, de produire le biogaz nécessaire à la consommation de 200 ménages. Cinq milliards d'euros seront ainsi consacrés au grand plan de transformation agricole destiné à accompagner les paysans dans cette voie.

Ne nous laissons pas bercer d'illusions : 95 % des Français aiment manger de la viande même s'ils en consomment de moins en moins, par choix ou par goût, mais aussi pour des raisons économiques. Que ce soit du bœuf, de l'agneau, du porc

ou de la volaille, les viandes françaises font partie de nos traditions, de notre savoir-faire artisanal, de notre terroir et de nos territoires, tout en participant au rayonnement de notre gastronomie. La blanquette de veau, la fondue bourguignonne ou le coq au vin font rêver le monde entier !

Au « lundi vert », préférons une alimentation variée, locale et de qualité. C'est la voie choisie par la France avec la loi issue des Etats généraux de l'agriculture et de l'alimentation dont l'un des objectifs est d'aboutir à 50 % de produits locaux sous signe de qualité, dont 20 % de produits bios dans la restauration collective, mais aussi d'atteindre 15 % de surface agricole dédiée à l'agriculture biologique d'ici 2022 et de valoriser des produits non issus de la déforestation. Sans omettre l'interdiction des nouvelles installations de poules pondeuses en cage, le doublement des sanctions encourues en cas de mauvais traitements sur les animaux, etc.

Rien ne participera mieux à la sauvegarde de notre planète et au respect du bien-être animal que de privilégier nos viandes d'excellence nourries à l'herbe, nos produits locaux sous indication géographique protégée, ou nos fruits et nos légumes sous label d'agriculture biologique. Autant de bienfaits de la Terre qui doivent nourrir la France du lundi au dimanche.

Jacques Bally est président de Gault & Millau. Eric Birlouez est sociologue et ingénieur agronome. Hugo Desnoyer est boucher. Jean-Pierre Digard est professeur émérite au CNRS. Cécile de France est actrice. Véronique Langlais est présidente du Syndicat des bouchers de Paris. René Laporte est économiste. Périco Légasse est critique gastronomique et journaliste. Olivier Malnuit est directeur de la revue Grand Seigneur. Claude Maret est président des Fromagers de France. Bruno de Monte est directeur général de l'Ecole Ferrandi. Jean-Baptiste Moreau est agriculteur, député LREM de la Creuse, rapporteur de la loi Agriculture et alimentation. Vincent Moscato est ancien joueur international de rugby. Jean-Robert Pitte est secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques. Michel Roth, chef étoilé, meilleur ouvrier de France et Bocuse d'Or, est président d'Euro-Toques. Mathilde Seigner est actrice. Michel Sarran est chef étoilé. Francis Wolff est philosophe.

Lien vers l'article :

<https://www.lopinion.fr/edition/economie/lundi-vert-viande-notre-sante-planete-mangeons-plutot-varie-local-176251>

Voir aussi une réponse publiée dans Mediapart :

<https://blogs.mediapart.fr/edition/droits-des-animaux/article/010219/la-tribune-critique-de-jean-baptiste-moreau-sur-le-lundi-vert?fbclid=IwAR2Ra5wVSHdETaUSHsz-GyOeoT0WYWqI8oScxDXQMelf5XMPW14VJe3Rfpc>

- **Le premier événement 2019 de CAP réunit plusieurs députés**

First 2019 event of NGO CAP gathers several MPs

Source : Convergence Animaux Politique

Le premier évènement de *Convergence Animaux Politique* (CAP) de l'année 2019 a réuni une nouvelle fois le 30 janvier parlementaires et associations de défense des animaux.

Louis Schweitzer a présenté le texte réactualisé de la Déclaration universelle des droits de l'animal à l'occasion du 40e anniversaire. Le groupe Casino a décrit son action pour la mise en place d'un étiquetage Bien-Être Animal, en lien avec La Fondation Droit Animal, Éthique et Sciences - LFDA, CIWF France et O.A.B.A. - Oeuvre d'Assistance aux Bêtes d'Abattoirs, qui ont demandé un étiquetage obligatoire du mode d'élevage et d'abattage. Les associations Aves France, Code Animal, Paris Animaux Zoopolis, C'est assez et Julie Lasne ont plaidé en faveur d'une action politique pour les animaux tenus en captivité dans les cirques, les delphinariums ou par les montreurs d'ours.

Les parlementaires et collaborateurs présents (ci-dessous photos Loïc Dombrevail, Eric Diard, Laurence Vanceunebrock Mialon, Laëtitia Romeiro Dias), ont ainsi pu interroger les différents intervenants sur ces sujets.

Lien vers l'information :

<https://www.facebook.com/ConvergenceAnimauxPolitique/posts/356503821604679>

- **Le marché végétarien et vegan en nette hausse**

The vegetarian and vegan market in good progress

Source : Avisé

Le succès de l'alimentation végétale et végane ne se dément pas, avec une croissance du marché de 24 % en 2018, soit un chiffre d'affaires de 380 millions d'euros réalisé dans les GMS (grandes et moyennes surfaces). Pour autant, est-ce une tendance durable ou un effet de mode ? Telle est la question que se pose le cabinet Xerfi dans une récente étude.

Le montant annoncé est comparable à celui du sans gluten mais dix fois inférieur aux ventes de produits bio. Pour la période 2019-2021, Xerfi anticipe ainsi une progression annuelle moyenne de 17 % du marché de l'alimentation végétarienne et végane en GMS, qui devrait dépasser les 600 millions d'euros d'ici trois ans.

Les raisons du succès

Plusieurs raisons expliquent ce succès actuel auprès des Français qui se sont tournés vers les protéines végétales plutôt que vers les produits carnés :

- la multiplication des scandales alimentaires
- la remise en cause des bienfaits supposés du lait et de la viande
- la sensibilité accrue au bien-être animal

En conséquence, Xerfi explique que si le tout végétal se heurte encore à des barrières culturelles de taille, le flexitarisme - le fait de consommer moins de viande et plus de produit végétaux - sera l'un des principaux moteurs du marché végétarien et vegan.

Pour l'heure, les végétariens et les vegans (ou végétaliens) ne représentent respectivement qu'environ 2 % de la population française (1,3 million de personnes) et 0,5 % (environ 340 000 personnes alors que les flexitariens pèsent environ un tiers de la population, soit près de 23 millions de personnes.

Beaucoup est à attendre aussi pour les prochaines années de l'extension et de la meilleure visibilité de l'offre des produits végétariens et vegans, considère Xerfi. Reste que sa mise en valeur demeure problématique car elle passe par une plus grande segmentation des rayons, tant dans les enseignes généralistes que dans les magasins spécialisés.

De nombreux grands groupes (Nestlé, Danone...etc) ont investi le segment entrant ainsi en concurrence avec des acteurs historiques comme Triballat Noyal, Wessanen ou Nutrition et Santé. Au niveau des distributeurs, Carrefour a lancé Carrefour Veggie en 2015 et le groupe Casino a créé Naturalia, concept 100% vegan.

Quel est le réel potentiel de croissance du marché de l'alimentation végétarienne et végane en GMS à l'horizon 2021 et quelles sont les principales initiatives prises par les industriels et distributeurs pour dynamiser les ventes ?

La hausse de la consommation de ces produits d'origine végétale est bien une tendance lourde, mais cela n'exclut pas un effet de mode qui conduit Xerfi à prévoir un essoufflement progressif du marché de l'alimentation végétarienne et végane au-delà de 2021.

Lien vers l'article:

https://www.avise-info.fr/alimentaire/le-marche-vegetarien-et-vegan-en-nette-hausse?fbclid=IwAR2ktrtohj9RLwyczuVYVZBi6ggG3v4DVTTCJJ4fz_nkQx9lkxgcZmlj9zk

- **PAUL ARIÈS « ÊTRE ANTI-VEGAN, C'EST DÉFENDRE L'UNITÉ DU GENRE HUMAIN »**

Paul Ariès: "To be anti-vegan, it's to defend the unity of mankind"

Source : *L'humanité*

Alimentation. Écologiste et penseur de la décroissance, Paul Ariès entre en guerre contre les théoriciens du véganisme. Son dernier livre est la première publication

du réseau fraîchement créé No Vegan, qui s'attaque à « l'élevage bashing ». Entretien.

Le réseau No Vegan a été lancé cette semaine. Avec quelle vocation ?

Paul Ariès Celle d'en finir avec l'opposition simpliste, opérée par certains, entre protéines végétales et protéines animales. Plus synthétiquement, nous voulons prendre à contre-pied « l'élevage-bashing », qui fait aujourd'hui beaucoup de bruit. Nous voulons rendre publiques des initiatives telles que celles lancées par le réseau Abattoir à la ferme, qui agit pour un élevage respectueux des animaux, ou encore le mouvement Slow Food, organisé autour de la défense de l'élevage fermier.

Dans votre « Lettre ouverte aux mangeurs de viande qui souhaitent le rester sans culpabiliser », vous êtes particulièrement virulent à l'égard des vegan. Ils sont, dites-vous, les idiots utiles du capitalisme...

Paul Ariès Les vegan sont les chevaux de Troie de l'industrialisation et de la dépolitisation des enjeux agricoles et alimentaires. Voilà plusieurs années que de grands PDG, tels ceux de General Electric, Google, Virgin ou encore Bill Gates, affirment qu'il faut en finir avec la viande d'élevage. Leur objectif est d'imposer sur le marché les fausses viandes, qu'elles soient végétales ou cellulaires. Ces dernières relèvent de la prouesse biotechnologique. Jeremy Coller, imposant financier européen, est parvenu à réunir en consortium de grandes sociétés, principalement nord-américaines, pesant à elles toutes 2,6 billions (milliers de milliards) de dollars, pour les généraliser. La fausse bonne nouvelle d'une étude présentée à Davos, il y a une dizaine de jours, préconisant que l'Occident réduise de 90 % sa consommation de viande ajoute une touche à ce tableau.

Vous-même, pourtant écologiste, défendez la nécessité de consommer moins de viande...

Paul Ariès Oui, mais je n'oppose pas protéines végétales et protéines animales. Or, c'est cela, le piège tendu. On est en train de nous faire croire que notre régime alimentaire d'omnivores a intrinsèquement une responsabilité dans la crise climatique ou celle de la faim. Or c'est faux. C'est le développement de l'élevage industriel et intensif qui conduit aux travers environnementaux et sanitaires que l'on sait. Et c'est précisément cette responsabilité que le capitalisme refuse de nommer. Ce n'est pas par hasard si Laurence Parisot, ex-patronne du Medef, est en bonne position pour prendre la direction de la Fondation Brigitte Bardot, elle qui trouve scandaleux qu'on ait encore 1,3 milliard de petits paysans qui osent utiliser la traction animale.

Qui sont les vegan dont vous parlez dans votre livre ?

Paul Ariès Les théoriciens d'une pensée qui reste à la fois très développée et très glissante. Le mouvement vegan est la figure de proue du courant antispéciste, derrière lequel on trouve un philosophe clé, Peter Singer, auteur de la Libération

animale, qui prône l'égalité entre tous les êtres vivants. Cela peut paraître une belle idée, mais il nous dit très vite qu'un jeune chien est plus digne d'intérêt qu'un nourrisson, qu'un grand handicapé ou qu'un vieillard sénile. Il réintroduit de la division, et elle n'est pas spécifiquement favorable à nos frères humains. Quand Aymeric Caron (1) dit que 95 % des humains sont des salauds et qu'il assume cette position de haine, il faut prendre cela au sérieux. Le véganisme exprime une façon binaire du monde – les méchants omnivores et les gentils vegan. Si je suis anti-vegan, ce n'est pas pour défendre mon droit au beefsteak, mais pour défendre l'unité du genre humain.

On ne peut pas amalgamer ces théoriciens et tous ceux qui font le choix, aujourd'hui, de ne plus manger de viande pour des raisons personnelles ou éthiques...

Paul Ariès Bien sûr que non. Et c'est aussi à eux que s'adresse mon bouquin. Je leur dis : vous vous faites avoir, le véganisme n'est pas ce que vous croyez. Notre contre-attaque peut paraître agressive et être mal comprise. Mais c'est une provocation à penser, qu'il nous semble urgent de lancer.

Lien vers l'article :

<https://www.dna.fr/sante/2019/01/25/l-homme-animal-pas-comme-les-autres>

- **Consommation de viande : mise au point des ONG de l'environnement pour sauver l'élevage durable français**

Meat consumption: clarification from the environmental NGOs to save the French sustainable livestock farming

Source: RTL

TRIBUNE - La mise au point des organisations non gouvernementales de l'environnement sur la viande : ne pas se tromper d'ennemi. Il y a en France des élevages durables.

Manger de la viande est-il mauvais pour le climat ? Pas forcément. Il y a 3 semaines, des personnalités avaient appelé à ne plus manger de viande du tout le lundi. Ce lundi 27 janvier, en exclusivité sur RTL, **les grandes organisations non gouvernementales** de l'environnement, dont Réseau Action Climat, Greenpeace France, la Fondation pour la Nature et l'homme ou encore WWF se démarquent et veulent faire une mise au point : **manger moins de viande oui, mais il ne faut pas se tromper d'ennemi et fustiger tous les élevages.** Il y a aussi des fermes en France qui font de la viande durable.

Sauver l'élevage durable français passera par une réduction de la consommation de viande... industrielle !

Face aux polémiques faisant suite à l'initiative Lundi Vert, une mise au point s'impose : loin de stigmatiser l'élevage en général, nous [1] voulons soutenir l'élevage durable. La baisse de la consommation de viande peut et doit se faire en

réduisant nos achats de viandes industrielles et de viandes importées. Elle se fera alors au profit des élevages français durables respectueux des éleveurs, de l'environnement et de notre santé.

Nous mangeons une viande de plus en plus industrielle : mauvaise pour la santé, les animaux et notre planète Nous consommons de plus en plus de viande issue d'élevages industriels[2]. Or ces élevages industriels sont dangereux pour l'environnement, pour la santé et pour le bien-être des animaux car ce sont des systèmes très intensifs en engrais de synthèse, en pesticides, en énergie, etc.

Parmi les problèmes majeurs se trouve la production d'aliments pour les animaux qui engendre une forte utilisation d'engrais, à l'origine de gaz à effet de serre, et de pesticides. Ces animaux sont majoritairement nourris avec des aliments importés : principalement des tourteaux de soja OGM causant de désastreux dégâts en termes de déforestation, d'accaparement des terres et de volatilité des prix sur les denrées alimentaires de première nécessité.

Sans compter les impacts sur le bien-être animal. Les conditions de vie en élevage industriel, très intensives, ne sont pas adaptées aux besoins fondamentaux des animaux. Un niveau de bien-être animal satisfaisant ne peut pas y être atteint. Aujourd'hui, en France, ces systèmes d'élevage concernent 95% des cochons ou encore 80% des poulets de chair.

Les produits transformés utilisent majoritairement de la viande issue de ces types d'élevage. Ces produits sont mauvais pour la santé. L'ANSES préconise depuis 2017 une diminution de la consommation des produits transformés et plafonne la consommation de viande rouge et surtout de charcuterie. En 2015, la viande transformée a été classée cancérigène par l'OMS[3].

Qu'elle soit brute ou transformée, qu'elle soit produite sur le sol français ou importée, la viande dont nous ne voulons pas est issue des élevages industriels. Et celle que nous voulons doit permettre de sauver l'élevage français. Réduisons la consommation de viande industrielle pour sauver l'élevage durable français.

De nombreux éleveurs français entretiennent les paysages, maintiennent les haies et les prairies naturelles, permettent aux animaux un accès au plein air, protégeant ainsi la santé humaine, la biodiversité, les sols et l'eau. Très faiblement dépendants des importations, ces modes d'élevages durables sont plus rémunérateurs pour les éleveurs[4] et plus respectueux du bien-être des animaux.

Repenser notre consommation de viande permet à tous de soutenir les systèmes d'élevage français durables. Une baisse de la consommation de viande permettrait, outre les bénéfices sur notre santé, les animaux et notre planète, de réaliser des économies et de rediriger les achats vers des produits animaux de qualité et durables[5]. Il s'agit en fait de mettre un terme à une dépendance à l'élevage industriel. C'est de notre point de vue la réponse à apporter au débat sur la consommation de viande : moins et mieux. C'est aussi la seule bonne réponse pour donner accès à tous à une alimentation durable. Nous pouvons faire le choix

d'une transition agricole et alimentaire qui soit soutenable pour la planète, bonne pour la santé de tous, rémunératrice pour les éleveurs, créatrice d'emplois[6] et même bénéfique pour la balance commerciale de la France. Ce choix c'est la réduction de la production et de la consommation de viande industrielle.

Alors face à la domination des lobbys agroalimentaires sur l'élevage français, face à l'étranglement des prix pour les éleveurs qu'elle génère, face à des systèmes qui dénie les besoins des animaux, face au risque que la production de viande industrielle fait peser sur notre santé et notre environnement, il ne faut pas se tromper d'ennemi. C'est bien pour sauver ce savoir-faire ancestral qu'est l'élevage, respectueux à la fois des paysans, des animaux et de leur environnement que nous devons aujourd'hui changer notre façon de consommer la viande, pour favoriser les produits de qualité, ceux issus de l'élevage durable français, et éloigner de nos assiettes la viande industrielle et transformée.

Nous prônons le Moins pour Mieux : pour notre santé, pour notre planète, pour les animaux et pour les éleveurs.

[1] Associations écologistes, de solidarité nord-sud, ou pour une amélioration des conditions d'élevage : Réseau Action Climat, Greenpeace France, Agir pour l'Environnement, WWF, CIWF France, WECF France, Fondation pour la Nature et l'Homme, Alofa Tuvalu.

[2] Credoc, 2018. Gabriel Tavoularis, Eléna Sauvage, Les nouvelles générations transforment la consommation de viande, Crédoc, Consommation et modes de vie, n°300, septembre 2018.

[3] OMS, 2015. www.who.int/mediacentre/news/releases/2015/cancer-red-meat/fr/

[4] Réseau CIVAM, 2016. Réseau CIVAM, L'observatoire technico-économique des systèmes bovins laitiers du Réseau CIVAM, exercice comptable 2015, décembre 2016. <https://www.wwf.fr/agriculture-durable>

[5] WWF, 2018. <https://www.wwf.fr/alimentation-durable>

[6] Quirion, 2016. Evaluation socio-économique du scénario Afterres2050 afterres2050.solagro.org/2016/02/afterres2050-un-solde-net-de-148-000-emplois

Lien vers l'article :

https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/consommation-de-viande-mise-au-point-des-ong-de-l-environnement-pour-sauver-l-elevage-durable-francais-7796356552?fbclid=IwAR1H8QCzcsbMjC7eGxkyHNca0JmoGAAWpQSCC8RD SqeAXH_IP2oT0x9PyeQ

- **D'une guerre sans trêve**

A war without a break

Source: Lundi

Actions coup de poing le jour, animaux sauvés des abattoirs, « association de malfaiteurs », sanctuaire, opérations nocturnes, désobéissance, tribunal, action directe. L'écrivain Joseph Andras est allé à la rencontre des militants de l'organisation antispéciste *269 libération animale* et nous a confié ce reportage au long cours.

Lire l'article :

https://lundi.am/D-une-guerre-sans-treve?fbclid=IwAR2oXgQK9_VIwt61NOt16ohEWrbW6C1E5qmoYzX_pmLirIjoG5KvJyZ1YcQ

ITALIE

- **Foie Gras: Goût Gourmand, Torture Amère**

Foie Gras: Gourmand taste, Bitter Torture

Source: Mille Una Donna

Une enquête dans les Pyrénées françaises a permis de documenter les atrocités de la production de foie gras, ce produit de luxe.

Depuis le 26 novembre, au Parlement européen, une question écrite adressée à la Commission européenne (E-005952/2018), la énième à ce sujet, sur l'alimentation forcée, le gavage, et la production de foie gras attend une réponse. Les députés signataires demandent à ce que soit supprimée l'exigence du poids minimal du foie afin de permettre la production de foie gras sans gavage.

Lien vers l'article:

<https://www.milleunadonna.it/green/articoli/foie-gras-gusto-gourmand-amaro-tortura/>

ROYAUME-UNI

- **Réponse à la question écrite sur l'interdiction des importations de foie gras**

Answer to a written question – Foie gras imports ban

Source : Parlement britannique

Le député Henry Smith, à l'initiative du débat au Parlement de juin 2018, demande au gouvernement s'il entend interdire les importations de foie gras au Royaume-Uni après le Brexit.

Réponse du ministre :

Nous appliquons certaines des normes les plus élevées en matière de bien-être animal et la production de foie gras par gavage est interdite au Royaume-Uni car incompatible avec notre législation nationale. Une fois que nous aurons quitté l'Union européenne, nous aurons l'occasion d'examiner la possibilité pour le Royaume-Uni d'adopter une approche différente en ce qui concerne les importations et les ventes de foie gras.

Lien vers la question et la réponse:

<https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-question/Commons/2019-01-25/212612/>

- **L'industrie du foie gras s'en prend à la campagne pour la fin des cages**

Foie Gras Industry Group Takes Aim at #EndTheCageAge Campaign

Source : PETA UK

Les lobbyistes du foie gras sont inquiets. Les citoyens de l'UE s'unissent et demandent à la Commission européenne d'interdire l'utilisation de cages dans l'agriculture animale. Pour l'industrie du foie gras, cela pourrait être dévastateur.

Pour produire du foie gras, les travailleurs saisissent canards et oies par le cou, leur enfoncent des tuyaux en métal et injectent des quantités massives de céréales et de graisse dans leur estomac plusieurs fois par jour, selon un processus barbare appelé «gavage». Les oiseaux sont gardés dans des cages minuscules ou des hangars surpeuplés. Ils sont incapables de se laver ou de se toiletter, et beaucoup ont du mal à se tenir debout parce que leurs foies remplis distendent leur abdomen. Leur souffrance est si intense que la production de foie gras est illégale au Royaume-Uni et dans plus d'une douzaine d'autres pays.

L'initiative citoyenne européenne #EndTheCageAge (IPE) est une menace pour le secteur, qui est passé à l'offensive. Dans un article publié sur le site web consacré aux politiques de l'UE, EURACTIV, un représentant de l'ICE a déclaré que cette initiative était attaquée par les lobbyistes du secteur du foie gras. Elle explique qu'un avocat représentant un organisme européen du commerce du foie gras a envoyé une lettre de mise en demeure à Compassion in World Farming France - l'un des groupes qui mènent la campagne - contestant la description de la production de foie gras dans un rapport (cf. la brochure de CIWF sur l'initiative sans cages) et exigeant la suppression des photos qui montrent au public la réalité de l'industrie.

Le groupe de pression a également publié une déclaration sur son site Web, incitant les lecteurs audacieux à se rendre dans les fermes de foie gras et à se familiariser avec leurs conditions. Compassion in World Farming France et un autre groupe partenaire de #EndTheCageAge, Animal Equality UK, ont donc visité une ferme. Ce qu'ils ont vu étaient les mêmes conditions épouvantables décrites dans le rapport (...) Ces conditions cruelles sont actuellement la norme pour de nombreuses espèces: les truies sont obligées de nourrir leurs porcelets dans des

caisses, les lapins et les cailles sont mis en cage à vie, les canards et les oies sont confinés pour être nourris de force et produire du foie gras.

Les citoyens européens se mobilisent pour aider l'Europe à se débarrasser de ces cages et porter un coup potentiellement dévastateur aux industries qui abusent des animaux. Veuillez prendre des mesures en signant l'ICE pour demander à la Commission européenne d'interdire l'utilisation de cages en élevage. Si 1 million d'entre nous élevons la voix, nous aurons l'occasion d'en finir avec l'ère des cages.

Access the publication:

<https://www.peta.org.uk/blog/foie-gras-industry-group-takes-aim-at-endthecageage-campaign/>

- **Campagne Twitter mondiale (26/02)**
Worldwide #banfoiegras event (26/02)
Source : Macdonald Nicola

Lien vers l'événement:

<https://www.facebook.com/events/376513703160610/>

INTERNATIONAL

- **New York : Un projet de loi vise à interdire le foie gras pour cruauté envers les animaux**
City bill would ban foie gras in New York for animal cruelty
Source: New York Post

Une élue de Manhattan (Carlina Rivera) plaide pour une interdiction municipale de la vente de foie gras par les restaurants et les vendeurs pour cause de cruauté envers les animaux.

Le président du Conseil, Corey Johnson, a déclaré qu'il examinait toujours le projet de loi, mais Rivera a déclaré qu'il finira par l'approuver car « il a une solide expérience en matière de défense des droits des animaux ».

Lien vers l'article:

<https://nypost.com/2019/02/03/state-bill-would-ban-foie-gras-in-new-york-for-animal-cruelty/>

- **Jeannette Younes. Des maths à la ferme**
Jeannette Younes. From mathematics to farm
Source: Magazine Le Mensuel

Seule productrice de foie gras au Moyen-Orient, la Ferme Saint-Jacques a développé le marché destiné à l'exportation et se trouve aujourd'hui présente dans de nombreux pays, notamment le Qatar, les Emirats arabes unis, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Koweït et Bahreïn. Derrière ce projet ambitieux, une femme, Jeannette Younes: « Nous sommes une petite entité mais nous sommes en même temps agriculteur, producteur et distributeur », dit-t-elle.

Lien vers l'article:

http://magazine.com.lb/index.php/fr/component/k2/item/18891-jeannette-younes-des-maths-%C3%A0-la-ferme?issue_id=281